



Termes de Référence

Étude visant à évaluer l'impact socio-économique sur la communauté d'accueil et des réfugiés à Balbala, Djibouti Ville, Djibouti

1. Contexte

Bien que la Corne de l'Afrique soit constituée de 8 pays, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) est constituée de 7 pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, à savoir Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan, le Sud-Soudan et l'Ouganda. Les problèmes liés aux migrations sont traités au sein de l'IGAD conformément au Cadre de Référence Régional en matière de politique migratoire qui a été adopté par le Conseil des ministres de l'IGAD en 2012, dont l'objectif ultime est de réaliser le bien-être et la protection des migrants, y compris les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés dans tous États membres de l'IGAD. Dans ce cadre, l'IGAD a conclu deux accords de subvention avec la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'élaboration d'interventions face à l'impact des déplacements. Le projet vise à améliorer l'accès aux services sociaux, à donner plus d'ampleur aux opportunités économiques et à améliorer la gestion de l'environnement pour les communautés d'accueil des réfugiés dans les zones ciblées de Djibouti, d'Éthiopie et d'Ouganda dans la phase I et au Kenya et en Somalie dans la phase II.

Djibouti est l'un des plus petits pays africains avec une population totale de 864 617 habitants (2011). En raison de sa petite taille, avec moins de 1 000 kilomètres carrés de terres arables, les personnes traditionnellement nomades du pays se sont installées principalement dans les zones urbaines, aussi plus de 58% de la population du pays vit-elle dans la seule capitale, Djibouti-Ville. Le pays accueille plus de 27 600 réfugiés et chercheurs d'asile, principalement somaliens, en grande partie dans la région d'Ali Sabieh. Compte tenu de son emplacement stratégique le long de la côte de la mer Rouge, Djibouti a depuis longtemps été un pays de transit pour les migrants à destination du Yémen. Même si la plupart d'entre eux poursuivent leur déplacement, beaucoup s'installent dans la ville de Djibouti et leur présence dans des régions comme Balbala exerce une pression sur les services sociaux en place et sur les possibilités de subsistance disponibles et l'environnement. De plus, les sécheresses successives ont également érodé les moyens de subsistance - l'agriculture et l'élevage pour les locaux, entraînant un déplacement interne / une migration vers la zone urbaine. C'est dans ce contexte que cette étude sera menée pour identifier l'impact économique social de ces populations migrantes à et réfugiées à Balbala. Les résultats de l'étude constitueront un appui au gouvernement du Djibouti en vue de l'élaboration de ses

interventions et de ses programmes de visant à améliorer l'accès aux services sociaux, les moyens de subsistance et les possibilités économiques, ainsi que la protection de l'environnement. Les résultats contribueront également à mieux comprendre la situation des questions de migration mixte urbaine dans d'autres pays concernés par le projet DRDIP. De même, ils serviront à mieux analyser d'autres situations à travers le monde.

2. Objectif et mission

L'Autorité intergouvernementale pour le développement cherche un Consultant ou un cabinet possédant l'expertise pertinente pour mener une étude sur le terrain à Djibouti-Ville, visant à évaluer l'impact socioéconomique et environnemental sur la communauté mixte d'accueil des migrants dans la banlieue sud de Balbala, Djibouti-Ville. Le projet d'étude permettra également d'établir le niveau de soutien apporté aux communautés hôtes au cours des 5 dernières années et la mesure dans laquelle les migrants, les réfugiés et les DAP ont bénéficié de ces initiatives. L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact socio-économique et environnemental sur la communauté d'accueil des migrants/réfugiés/DAP à Balbala. La mission permettra également de cerner dans quelle mesure les initiatives socio-économiques et environnementales bénéficient aux réfugiés urbains, DAP et aux migrants, en plus de la population locale.

DRDIP à Djibouti :

Djibouti reste sujet à des tensions sous-jacentes exacerbées par une pauvreté élevée, un niveau de chômage important et des menaces transfrontalières provenant d'Al-Shabaab. Dans le même temps, les réfugiés des pays voisins dévastés par la guerre et les conflits rejoignent Djibouti en grand nombre, aggravant la situation économique, sociale et environnementale.

Par exemple, l'instabilité récente au Yémen. Selon les nouvelles données communiquées par le Gouvernement, le taux de pauvreté à Djibouti était estimé à¹ en 2013, contre 24,1% il y a dix ans. Le chômage est élevé; environ 75 pour cent des jeunes sont sans emploi. Depuis 2007, des conditions de sécheresse ont renforcé la pauvreté (les plus difficiles en 60 ans). On estime que la sécheresse a affecté au moins la moitié de la population rurale et entraîné un déplacement interne vers les zones urbaines, y compris vers Balbala, avec des pertes économiques annuelles de 3,9% sur le produit intérieur brut (PIB) pour la période 2008-11 et un flux substantiel de les réfugiés en provenance des pays voisins souffrant également de sécheresse. Des tensions sociales pourraient être ajoutées au scénario déjà fragile de prestation de services et de moyens de subsistance.

Les interventions du DRDIP aident les communautés accueillant des réfugiés dans les régions d'Ali Sabieh et d'Obock à affronter les difficultés telles que la pauvreté et le chômage, les déficits de développement humain et la prestation de services sociaux ainsi que l'accès limité aux infrastructures de base. En outre, il soutient la création d'un écosystème socio-économique pour les communautés dans les zones d'accueil de réfugiés, ce qui s'avèrera favorable sur le plan économique pour les

¹ Source : DISED, 2014, EDAM-BC 2013, Rapport de Seuil de Pauvreté

communautés accueillant les réfugiés et les réfugiés eux-mêmes. Le DRDIP s'inscrit également dans la stratégie à moyen terme (Stratégie pour la croissance accélérée et la promotion de l'emploi - SCAPE)²) de la Vision Djibouti 2035 incluant l'amélioration du niveau de vie, la réduction du chômage (création d'emplois) et la réduction de la vulnérabilité.

3. Méthodologie

On attend du Consultant qu'il collecte de manière appropriée les données et mette en place des méthodes d'analyse/d'interprétation adaptées, dans le cadre de sa mission. Cependant, la méthodologie proposée devrait suivre une approche participative impliquant migrants, réfugiés, DAP, communautés "hôtes" et autres parties prenantes déterminantes. L'analyse utilisera des outils de communication à la fois qualitatifs et quantitatifs, et les détails seront définis par le Consultant. Dans la mesure du possible, les données devront être présentées sans cohérence d'âge ni de sexe, afin de démontrer de façon claire la dynamique et la variabilité des migrants, réfugiés et des communautés "hôtes". Le Consultant devra veiller à ce que les points de vue et priorités des différents groupes constituant les communautés "hôtes" soient parfaitement représentés dans le rapport final. La méthodologie inclura :

- Une révision complète des documents importants devra avoir lieu; comprenant les documents stratégiques de l'équipe du DRDIP de l'IGAD; les manuels d'implantation du projet (PIM), les documents d'évaluation du projet (PAD) et documents relatifs au cadre régional de politique migratoire.
- Révision importante des documents stratégiques ou de la politique gouvernementale relatifs aux réfugiés et aux migrants.
- Révision des documents disponibles relatifs aux migrants, réfugiés et leurs communautés "hôtes" dans les zones cibles, y compris les statistiques disponibles.
- Préparation d'outils de collecte principaux destinés à recueillir les données qualitatives et quantitatives
- Collecte des données qualitatives et quantitatives auprès des différentes parties prenantes, y compris les ministères compétents, fournisseurs de services et membres de la communauté.
- Mise au point d'entretiens avec les migrants, réfugiés et communautés "hôtes".
- Organisation de visites sur le terrain (zone du projet) afin d'observer les activités économiques en place.

² *Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi*

Enjeux à élucider : Plus particulièrement, les problématiques suivantes seront abordées :

- Dynamiques socio-économiques des migrants, réfugiés et communautés "hôtes".
- L'impact socio-économique et environnemental des migrants et des réfugiés sur leurs communautés "hôtes".
- Niveau de pauvreté au sein des communautés "hôtes" en comparaison aux réfugiés et aux migrants irréguliers.
- Principales caractéristiques démographiques des réfugiés dans les campements et communautés "hôtes" dans la zone cible.
- Niveau d'accès actuel aux services basiques pour les migrants, réfugiés et communautés "hôtes" de la zone
- État actuel des paramètres environnementaux, y compris la disponibilité de l'eau, la couverture forestière et la présence de biomasse, et la présence d'activités agricoles, à la fois la production végétale et l'élevage
- Statut économique actuel des migrants, réfugiés, des communautés "hôtes", et alternatives potentielles disponibles
- Options disponibles pour une coexistence paisible entre migrants, réfugiés et communautés "hôtes", avec focalisation sur les mécanismes d'assistance mutuels
- Quelles parties prenantes-clés travaillent afin de répondre aux besoins des migrants, des réfugiés et des communautés "hôtes" ?
- Quels sont les principaux besoins insatisfaits des migrants, des réfugiés et des communautés "hôtes" ?
- Niveau des risques sociaux, y compris tensions sociales, conflits et risques de violences sexuelles dans les communautés cibles
- Dynamiques du marché dans les communautés cibles et interactions des différents groupes

4. Résultats/Livrables attendus

- Développement d'un rapport initial et d'un plan de recherche : Ce plan devra détailler, entre autres choses, le processus et les méthodologies à employer pour la mise en place d'entretiens avec les cibles étudiées, ainsi qu'une liste des acteurs concernés. Ce document devra être présenté à l'Unité d'Implantation du Projet (PIU) du DRDIP de Djibouti, afin d'être revu et amélioré au besoin, avant de procéder à la collecte des données sur le terrain.
- Rédiger et présenter une ébauche de rapport et débattre avec le PIU de Djibouti des objectifs de l'évacuation, avant de mettre au point un rapport définitif.
- Compiler et soumettre le rapport final d'évaluation. Les principales parties prenantes du rapport devront mentionner les méthodes d'analyse et les limites/découvertes/conclusions/leçons apprises et recommandations.

- Compiler et soumettre les données qualitatives et quantitatives utilisées pour le rapport final (par ex., Notes et transcriptions d'entrevues et de groupes de discussion, données SPSS ou STATA)

5. Supervision et contact

Le Consultant reportera au Coordinateur du Programme du secrétariat régional de l'OGAD les déplacements forcés et la migration mixte.

6. Profil attendu du Consultant

Le Consultant devra donc disposer d'une expérience significative en termes d'évaluation globale des besoins; et avoir déjà travaillé dans le domaine humanitaire, particulièrement dans l'évaluation socio-économique et environnementale des migrants, réfugiés et leurs communautés "hôtes". De façon plus spécifique, le Consultant devra posséder les compétences suivantes :

- Un diplôme avancé en Études du Développement, Sociologie, en Économie, Développement International ou tout autre domaine relatif aux sciences sociales.
- Au moins dix ans d'expérience avérée dans les études sur le terrain portant sur les impacts socio-économiques et environnementaux dans la Corne de l'Afrique.
- Une bonne compréhension de l'urbanisation et du phénomène de migration vers les centres urbains
- Connaissances claires sur les programmes d'assistance aux réfugiés et sur les cadres juridiques à Djibouti
- Bonne connaissances en sciences économiques et en dynamiques politiques à Djibouti, et de façon plus particulière dans la Capitale
- Bonnes connaissances rédactionnelles et capacités à respecter les délais.

Langues: La langue de travail sera le français.

7. Processus de candidature

Les candidats intéressés, remplissant les critères sollicités, sont invités à soumettre leur lettre de motivation et leur CV.

8. Durée de la mission

On suppose que la mission débutera 60 jours ouvrés après la signature du contrat. Le Consultant devra mettre en place un plan de travail chiffré et réalisable couvrant cette période, et s'engager à achever l'évaluation dans les délais imposés. La date de début de l'enquête est fixée au **20 décembre 2018**.

Un aperçu des délais pour la conclusion des principales étapes figure ci-dessous:

Tâche	Chronogramme
Conclusion des processus de passation de marchés avec un Consultant sélectionné	mercredi 20 décembre 2017
Élaboration par le Consultant d'un rapport préliminaire comprenant un plan de travail détaillé et une méthodologie.	Semaine 1-2
Présentation du rapport initial à l'équipe du DRDIP	Fin semaine 2
Travaux sur le terrain à Djibouti-Ville	Semaine 3-5
Analyse et préparation du rapport intermédiaire	Semaine 6-9
2ème réunion avec l'équipe du DRDIP et les responsables en vue de la présentation des résultats préliminaires	Fin semaine 9
Préparation du rapport final	Semaine 10-11
Bouclage du rapport final et dépôt	Semaine 12
Présentation des résultats apportés par le rapport final à Comité Régional Directeur du Projet du DRIP	Date à déterminer

9. Publication et diffusion du rapport final

Le consultant est tenu de produire un rapport final en trois exemplaires imprimés à la fois sur MS Word (et équivalent) et une présentation PowerPoint des principaux aspects et conclusions de l'étude, y compris les notes d'accompagnement. Le Consultant s'engagera à procéder à 2 présentations au plus en présence de certains groupes d'intervenants à la demande de l'équipe du DRDIP.

Les candidatures devront être soumises à l'adresse suivante :

La date limite de dépôt des candidatures est arrêtée au **15 décembre 2017**